
Table des matières

Introduction	17
André MARIOTTI et Jean-Charles POMEROL	
Chapitre 1. Les transformations du droit international de la mer : entre gouvernance de « l'espace » et gouvernance de la « ressource » en mer	21
Florence GALLETTI	
1.1. Propos introductifs	21
1.2. L'importance des espaces marins dans le droit international de la mer	21
1.2.1. Définitions du droit international de la mer : une clé de voûte de la gouvernance des espaces maritimes	22
1.2.2. Les espaces marins considérés par le droit : de l'intérêt de la qualification de zones maritimes	23
1.2.3. Le développement de l'emprise juridique sur certains espaces marins : un phénomène ancien et renouvelé	26
1.2.4. Zones maritimes proches ou éloignées des côtes : une distinction installée entre régimes de souveraineté et juridiction	28
1.2.4.1. L'origine	28
1.2.4.2. La confirmation.	29
1.2.4.3. Des principes de tracés plus uniformes mais des configurations variées	31
1.3. La place faite aux ressources situées en mer dans le droit international de la mer	33
1.3.1. Un traitement séparé pour les ressources marines non vivantes et des ressources marines vivantes pêchées	34
1.3.1.1. La considération de certaines ressources marines vivantes	35

1.3.1.2. La considération des ressources marines minérales et de la zone internationale des fonds marins	36
1.3.2. Les ressources biologiques au cœur de l'intrication entre droit de l'environnement, de la diversité biologique, de la mer et des pêches.	38
1.3.2.1. Une ressource biologique ou vivante traitée sous des angles très spécifiques	38
1.3.2.2. La récurrence de la dépendance des « ressources » marines à l'élément spatial.	40
1.3.2.3. Ressources et droits halieutiques.	41
1.3.3. Le traitement indirect des ressources à travers des politiques de conservation de la qualité des écosystèmes	46
1.4. Conclusion	49
1.5. Bibliographie.	50
Chapitre 2. La gouvernance du transport maritime par le droit	55
Cécile DE CET BERTIN et Arnaud MONTAS	
2.1. Introduction.	55
2.1.1. Sens et définition du droit maritime	56
2.1.2. Fondements du droit maritime	56
2.1.3. Sources générales du droit maritime	57
2.1.3.1. Sources internationales du droit maritime	58
2.1.3.2. Sources internes du droit maritime	58
2.2. Les instruments juridiques de la gouvernance : les institutions et les sources du droit maritime du transport	60
2.2.1. L'élaboration de règles internationales	61
2.2.1.1. La maternité des règles internationales	61
2.2.1.2. Le droit international du transport maritime	66
2.2.2. La réglementation européenne du transport maritime.	70
2.2.2.1. L'énoncé de la compétence de l'Union européenne en matière de transports maritimes.	70
2.2.2.2. L'action de l'Union européenne en matière de transport maritime	72
2.3. Les résultats juridiques de la gouvernance : les contrats maritimes	74
2.3.1. Le contrat d'affrètement maritime	75
2.3.2. Le contrat de transport maritime	76
2.3.2.1. Les obligations du transporteur	78
2.3.2.2. Les obligations du chargeur	79
2.3.2.3. La responsabilité du transporteur	80
2.3.3. L'assurance maritime.	81
2.3.3.1. Les obligations générales de l'assureur	83
2.3.3.2. L'assurance sur corps	83

2.3.3.3. L'assurance sur facultés	84
2.3.3.4. Les clubs de protection et d'indemnité (<i>P & I Clubs</i>)	86
2.4. Bibliographie	86
Chapitre 3. Pollutions marines : introduction au droit international des pollutions par les navires	87
Véronique LABROT	
3.1. Introduction	87
3.2. Prévenir la pollution par les navires	88
3.2.1. Un préalable spatial : la reconnaissance de zones maritimes protégées	89
3.2.2. Des routes sûres : l'organisation du trafic maritime en question	92
3.2.3. Des routes propres : la conception et la gestion du navire en question	95
3.2.3.1. D'OILPOL 1954 à MARPOL 1973-1978 : le principal droit contraignant	95
3.2.3.2. Des nouveaux polluants pris en compte : l'attente de l'entrée en vigueur de certaines conventions pertinentes de l'OMI ou le royaume inconfortable de la <i>soft law</i> au niveau international	99
3.3. Intervenir en cas d'accident ou de risque d'accident	103
3.3.1. L'anticipation <i>via</i> la convention OPRC	103
3.3.2. De la convention sur l'Intervention de 1969 de l'OMI à l'article 221 de la CMB	104
3.4. Réparer en cas de dommage par pollution	106
3.4.1. La réparation de la pollution par hydrocarbures privilégiée	106
3.4.2. Les conventions <i>Civil Liability Convention</i> et FIPOL 1992 de l'OMI	108
3.4.2.1. Les dommages réparables	108
3.4.2.2. Une réparation encadrée et encore limitée	110
3.5. Bibliographie	113
Chapitre 4. La gestion et l'exploitation durable des ressources marines vivantes	115
Annie CUDENNEC et Olivier CURTIL	
4.1. La politique européenne d'exploitation durable des ressources marines vivantes	115
4.1.1. L'Union européenne et l'exploitation durable des ressources marines vivantes	116
4.1.1.1. Toute une histoire	116

4.1.1.2. Une politique inscrite dans les grands principes du droit de l'Union européenne	117
4.1.1.3. Qui prend les décisions au sein de l'Union européenne ? Un subtil partage de compétences	122
4.1.2. Les fondements de la politique commune de la pêche	123
4.1.2.1. Le principe d'égalité d'accès aux eaux et aux ressources de l'Union européenne	124
4.1.2.2. La conservation des ressources biologiques marines	126
4.1.2.3. La gestion de la capacité de pêche	128
4.1.2.4. Le délicat contrôle du respect des règles	130
4.1.3. La définition d'un cadre économique favorable à l'exploitation durable des ressources biologiques marines	133
4.1.3.1. Un cadre économique intra-européen propice à l'exploitation durable des ressources biologiques marines	133
4.1.3.2. Une ouverture internationale, garante de la survie de la pêche européenne	138
4.2. La politique française d'exploitation durable des ressources marines vivantes	140
4.2.1. Les fondements de la politique française	141
4.2.1.1. Les compétences	141
4.2.1.2. Les principes	142
4.2.1.3. Les objectifs	144
4.2.1.4. Le cadre institutionnel	147
4.2.2. Les instruments de la politique française	153
4.2.2.1. Le champ de l'intervention étatique	153
4.2.2.2. Le système des droits de pêche	155
4.3. Bibliographie	161
Chapitre 5. Les énergies marines renouvelables – Principaux enjeux juridiques	163
Nicolas BOILLET et Gaëlle GUEGUEN-HALLOUET	
5.1. Introduction	163
5.2. La politique française de développement des énergies marines renouvelables : fondements et instruments	165
5.2.1. Les fondements internationaux et européens du développement des énergies marines renouvelables	166
5.2.1.1. Des sources internationales fondées sur le climat et le marché	166
5.2.1.2. Un engagement européen contraignant	169
5.2.2. Le développement programmé et planifié des EMR	171

5.2.2.1. La planification de l'espace maritime et littoral, cadre potentiel du développement des énergies marines renouvelables	172
5.2.2.2. La planification dans le domaine de l'énergie et son application en mer	177
5.3. La construction progressive d'un régime juridique des énergies marines renouvelables	179
5.3.1. L'accès au marché des énergies marines renouvelables	179
5.3.1.1. Un accès régulé	180
5.3.1.2. Une complexité procédurale	187
5.3.2. Un cadre juridique source de multiples incertitudes	192
5.3.2.1. Les incertitudes juridiques	193
5.3.2.2. Les incertitudes financières	196
5.4. Conclusion	198
5.5. Bibliographie	199
Chapitre 6. Evaluation socioéconomique des aires marines protégées	203
Frédérique ALBAN, Jean BONCOEUR et Jean-Baptiste MARRE	
6.1. Introduction	203
6.2. Méthodes	207
6.2.1. Méthodes d'analyse des projets	207
6.2.2. Méthodes de mesure des valeurs non marchandes	212
6.2.3. Modèles bioéconomiques	216
6.3. Difficultés et adaptations	220
6.3.1. Difficultés de mesure des valeurs non marchandes	220
6.3.2. Difficultés de mise en œuvre d'une modélisation bioéconomique des AMP à caractère opérationnel	223
6.4. Quel usage en pratique ?	226
6.5. Bibliographie	229
Chapitre 7. Gestion intégrée des mers et des littoraux dans l'ère de la mondialisation	233
Yves HENOCQUE et Bernard KALAORA	
7.1. Introduction	233
7.2. Mise en contexte des pratiques de gestion intégrée	234
7.2.1. Du patrimoine littoral à la planète océan	234
7.2.2. Une impulsion visionnaire internationale	237
7.2.3. En quoi espaces littoraux et maritimes se prêtent-ils au jeu de la mondialisation ?	239

7.2.4. La troisième voie oubliée : les biens communs	240
7.3. L'approche par écosystème : interaction dynamique sociétés-écosystèmes	243
7.4. Pluridimensionnalité et expertise	246
7.5. Articulation des échelles et des concepts	249
7.6. Où en sommes-nous en matière de gestion intégrée de la mer et du littoral ?	251
7.6.1. Changement climatique, vulnérabilité accrue des écosystèmes, et pauvreté	251
7.6.2. Pauvreté persistante et inégalités dans bien des parties du monde.	252
7.6.3. Menace grandissante de l'insécurité	252
7.6.4. Impacts de la crise financière globale	253
7.6.5. Commerce non équitable des produits marins, absence des capacités et de cadres efficaces de redistribution des bénéfiques	254
7.7. A nouveaux défis, nouvelles formes de gouvernance	254
7.7.1. Stratégies nationales de gestion intégrée de la mer et des littoraux.	257
7.7.1.1. Zone côtière et grandes aires marines protégées	257
7.7.1.2. Continuité bassin versant-espace maritime.	257
7.7.1.3. Zone économique exclusive (ZEE)	258
7.7.1.4. Mise en œuvre de l'approche par écosystème et de la gestion intégrée dans les bassins maritimes transfrontaliers	258
7.7.1.5. Le cas européen.	259
7.7.1.6. Les grands écosystèmes marins et le Fonds pour l'environnement mondial	262
7.7.1.7. Le programme des mers régionales	262
7.7.1.8. Autres initiatives	263
7.7.2. Mise en œuvre de l'approche par écosystème pour la gestion intégrée des zones se situant au-delà des juridictions nationales	264
7.7.3. Des obstacles à franchir	267
7.7.4. Grandeur et limites de l'expertise globale	267
7.8. Conclusion	268
7.9. Annexe : quelques propositions pour une gouvernance globale des mers et des littoraux	270
7.9.1. Requis stratégiques aux niveaux national et local	270
7.9.2. Orientations stratégiques au niveau régional	271
7.9.3. Orientations stratégiques pour les zones hors juridiction nationale	272
7.10. Bibliographie	272

Chapitre 8. Développement durable du secteur maritime : importance du leadership et du partenariat des acteurs du secteur	275
Paul HOLTHUS	
8.1. Défis et opportunités pour la durabilité du secteur maritime	275
8.2. Etat des lieux et tendances liées à l'exploitation de l'espace et des ressources maritimes	276
8.2.1. Transport de marchandises	276
8.2.2. Exploitation pétrolière et gazière offshore	277
8.2.3. Pêche	279
8.2.4. Aquaculture	281
8.2.5. Energies éolienne et marine offshore	282
8.2.6. Tourisme maritime, côtier et de croisière	283
8.3. Consolider le leadership et la collaboration du secteur océanique international	285
8.4. <i>Smart Ocean – Smart Industries</i> : les leaders de l'industrie au service des connaissances océaniques	286
8.5. Le leadership et la collaboration de l'industrie maritime pour un futur secteur maritime durable	289
8.6. Bibliographie	289
Index	291